



Arrêté préfectoral n°2025-SGAD/BE-081 en date du 24 avril 2025

fixant des prescriptions complémentaires à l'usine de fabrication de piles et de batteries exploitée par la société Saft rue George Leclanché à Poitiers, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Le Préfet de la Vienne
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

Vu la nomenclature des installations classées annexées à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-SG-SGAD-011 en date du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, sous-préfet de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-D2/B3-259 en date du 18 août 2008 autorisant monsieur le directeur de la société SAFT à exploiter, sous certaines conditions, rue Georges Leclanché à Poitiers, une unité de fabrication de piles et de batteries, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande de bénéfice d'antériorité au titre des rubriques 1978 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement formulé par la société Saft par courrier du 17 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juin 2023 ;

Vu les mises à jour des calculs D9 (besoin en eau incendie) et D9A (confinement des eaux d'extinction) produites en mars 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection suite au contrôle réalisé le 3 avril 2025 et détaillant les exutoires atmosphériques non pris en compte dans les autorisations préfectorales du site et les dispositions concernant la défense incendie et le confinement des eaux d'extinction ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 avril 2025 proposant les prescriptions complémentaires du présent acte ;

Vu le courriel adressé le 09/04/2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 23 avril 2025 ;

Considérant que lors de l'inspection du 3 avril 2025, il a été constaté que plusieurs émissaires atmosphériques ne sont pas réglementés pour le suivi des émissions atmosphériques par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juin 2023 susvisé et cela concerne les émissaires suivants :

- Cheminée KOH (proserpol, Farkas, prépa flaconnage)
- Extraction box MP - pompe à vide
- Préparation encre mélangeur
- Four enduction encres +

Considérant toutefois que l'exploitant réalise un suivi annuel au niveau de ces exutoires sur des paramètres pertinents et que la campagne d'analyse de la qualité des rejets atmosphériques réalisée en 2024 n'a pas révélé de dépassement de valeurs limites d'émission pour ces émissaires ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter pour réglementer ces exutoires atmosphériques et les analyses à réaliser pour s'assurer de la conformité des rejets atmosphériques émis ;

Considérant qu'il est nécessaire que l'exploitant réalise, au regard de la situation de l'établissement se situant en zone urbanisée, une étude initiale de risque sanitaire de son établissement pour justifier du caractère acceptable du point de vue sanitaire des rejets canalisés; des prescriptions en ce sens sont reprises dans le présent acte ;

Considérant que dans ce cadre, il est nécessaire que l'exploitant justifie que le nombre de points de rejets atmosphériques de son établissement est aussi réduit que possible ; à défaut et pour rester dans l'épure de l'acceptabilité sanitaire des rejets, des travaux de réduction du nombre d'émissaires atmosphériques devront être entreprises ; des prescriptions en ce sens sont reprises dans le présent acte ;

Considérant que des modifications des installations ont été opérées depuis plusieurs années et qu'il a été nécessaire de réviser le dimensionnement des besoins en eau pour la défense incendie du site et pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie ;

Considérant que l'exploitant a ajouté une réserve pour le sprinklage du site qu'il convient de réglementer ;

Considérant que des prescriptions additionnelles sont proposées pour encadrer la maîtrise du risque incendie et du confinement des eaux d'extinction ;

Considérant que dans le cadre du projet lié au bâtiment SOCL2, des phénomènes dangereux ont été modélisés et en vue de limiter les distances d'effets à l'emprise du site, il est nécessaire de limiter les quantités d'argon (pour réduire les effets thermiques et de surpression) et de chlorure de thionyle (pour réduire les effets toxiques) ;

Considérant que les éléments apportés par l'exploitant dans son courrier du 23 avril 2025 susvisé ont été pris en compte dans le présent arrêté (notamment les prorogations de délai pour la production de l'étude de risque sanitaire et pour la mise en conformité du site vis à vis du confinement des eaux d'extinction d'incendie) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

Les dispositions applicables à la société Saft, SIREN 383 703 873, dont le siège social est situé 26 Quai Charles Pasqua 92 300 Levallois-Perret, pour l'établissement qu'elle est autorisée à exploiter rue Georges Leclanché 86 000 Poitiers, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2023 susvisé sont remplacées comme suit :

N° de conduit	Installations raccordées	Unité concernée
1	SBR	Défense
2	Amalgamation 1	Défense
3	Amalgamation 2	Défense
4	Amalgamation 3	Défense
5	Friwo	Défense
6	Atelier URD	Défense
7	Tour de lavage box (noire)	Lithium primaire
8	Tour de lavage atelier SOCl ₂ (blanche)	Lithium Primaire
9	Isopropanol	Lithium primaire
10	Tour de lavage réacteur 1 (bâtiment 9) associée à filtre à charbon actif en série	Atelier SOCl ₂
11	Tour de lavage associée à filtre à charbon actif en série – sources annexes (hors process) – réacteur 1 (bâtiment 9)	Atelier SOCl ₂
12	Traitement air d'ambiance par filtre à charbons (fonctionnement ponctuel en cas d'accident)	Atelier SOCl ₂
13	Tour de lavage réacteur 2 (bâtiment 9) associée à filtre à charbon actif en série	Atelier SOCl ₂
14	Tour de lavage cabines de transfert associée à filtre à charbon actif en série – réacteur 2 (bâtiment 9)	Atelier SOCl ₂
15	Cheminée KOH (proserpol, Farkas, prépa flaconnage)	Défense
16	Extraction box MP - pompe à vide	Lithium rechargeable
17	Préparation encre mélangeur	Lithium rechargeable
18	Four enduction encres +	Lithium rechargeable

ARTICLE 3 – CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2023 susvisé sont remplacées comme suit :

N° de conduit	Hauteur minimale en m	Diamètre minimum en m	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	10	0,25	8
2	10	0,24	8
3	10	0,31	8
4	10	0,24	8
5	10	0,18	10
6	10	0,20	8
7	10	0,70	8
8	10	0,40	8
9	5	0,24	8
10	10	0,40	8
11	10	0,40	9
12	10	0,40	9
13	10	0,40	9
14	10	0,40	9
15	10	0,5	8
16	10	0,3	8
17	10	0,3	8
18	10	0,3	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

II.- Les tableaux de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2023 susvisé sont remplacés par les suivants :

Paramètre	Conduits n° 1 à 18 Valeurs limites de concentrations instantanées en mg/Nm ³
Poussières	40
SO ₂	10
NO _x en équivalent NO ₂	100
HCl	8
Fluor	5
COVNM	110 pour l'ensemble des conduits concernés à l'exception du conduit 9 « isopropanol » où la VLE est fixée à 100 mg/Nm ³
Rejets de mercure et de leurs composés	0,05
H ₂ S	1
NMP (N-méthyl-2-pyrrolidone)	2 pour les conduits 17 et 18

	Flux maximum en g/h																	
Conduit n°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Poussières	70	65	110	65	46	45	550	204	65	75	150	500	75	150	1000	1000	1000	1000
SO ₂	/	/	/	/	/	/	110	41	/	15	30	100	15	30	/	/	/	/
No _x en équivalent NO ₂	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
HCl	/	/	/	/	/	/	90	33	/	12	24	280	12	24	/	/	/	/
Fluor / HF	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	500	/	/
COVNM	155	144	240	144	100	100	1219	448	144	165	330	1100	165	330	2500	2500	2500	2500
Rejets de mercure et de leurs composés	0,07	0,07	0,11	0,7	0,05	0,05	/	/	/	/	/	/	/	/	500	/	/	/
H ₂ S	/	/	/	/	/	/	11,1	4,1	/	1,5	3	10	1	3	/	/	/	/
NMP (N-méthyl-2-pyrrolidone)	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	27	27

L'exploitant réalise *a minima* une campagne annuelle d'analyse de la qualité des rejets atmosphériques sur l'ensemble des conduits identifiés dans le présent arrêté à l'exception du rejet :

- du conduit 9 « Isopropanol » où des mesures semestrielles en COV sont réalisées ;
- du conduit 12 où aucune analyse périodique n'est requise compte tenu que l'installation raccordée n'est vouée qu'à fonctionner en situation accidentelle.

ARTICLE 4 – INTERPRÉTATION DE L'ÉTAT DES MILIEUX (IEM) ET ÉVALUATION DU RISQUE SANITAIRE (ERS)

Dans le cadre de la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires liés à l'exploitation de ses installations et au regard du nombre conséquent des conduits de rejets atmosphériques sur site considérant que le site est implanté en zone urbanisée, l'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'exploitation des installations de l'établissement de Poitiers, sur la santé des populations riveraines.

Pour réaliser cette analyse, seront prises en compte, notamment, la méthodologie d'évaluation des risques sanitaires définie par la circulaire du ministre chargé de l'environnement, en date du 9 août 2013, ainsi que les recommandations du Guide de l'INERIS « *Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées* », dans sa version de septembre 2021.

Dans le cadre de cette étude pour justifier de l'acceptabilité des rejets du point de vue sanitaire, l'exploitant justifie que le nombre de points de rejets atmosphériques du site permet de répondre aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 2 juin 1998 modifié susvisé requérant que « *les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible* ». Dans la négative, l'exploitant met en œuvre les dispositions nécessaires pour réduire le nombre de points de rejets au strict nécessaire. Il propose à cet effet, un calendrier raisonnable de mise en conformité.

ARTICLE 5 – BESOIN EN EAU POUR LA DÉFENSE INCENDIE DU SITE

En sus des dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 18/08/2008 susvisé, les prescriptions suivantes s'appliquent :

Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir au sein de l'établissement doivent être *a minima* de 240 m³/h pendant une durée minimale de deux heures (soit un attendu en eau de 480 m³ pour deux heures).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances.

Pour y répondre, l'exploitant dispose d'un réseau de poteaux incendie situés sur site. L'exploitant doit être en mesure de démontrer que le fonctionnement simultané de plusieurs de ces poteaux incendie permet d'obtenir en simultané *a minima* 240 m³/h sous 1 bar (en fonctionnement simultané, aucun hydrant ne doit avoir un débit unitaire inférieur à 60 m³/h sous 1 bar).

Les essais de débits individuels et en simultané des poteaux incendie sont réalisés tous les ans.

En cas de déficit hydraulique constaté, l'exploitant met en place les ressources en eau supplémentaire pour pallier ce déficit.

ARTICLE 6 – SYSTÈME D'EXTINCTION ET DE DÉTECTION INCENDIE

En sus des dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 18/08/2008 susvisé, les prescriptions suivantes s'appliquent :

Au droit de l'ensemble des zones à risque incendie, une détection automatique d'incendie (DAI) généralisée avec transmission de l'alarme à l'exploitant, est mise en place.

De plus, le système d'extinction automatique d'incendie présent sur le site est associé à une réserve d'eau d'une capacité permettant d'assurer une autonomie de fonctionnement de 2 heures. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, la justification permettant de considérer que la capacité de la réserve sprinkler répond à ce critère.

. Ce système d'extinction automatique d'incendie est également mis en fonctionnement au moyen de deux groupes moto-pompes thermiques incendie.

ARTICLE 7 – CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE

En sus des dispositions de l'article 7.7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 18/08/2008 susvisé, les prescriptions suivantes s'appliquent :

La capacité de confinement disponible sur site, spécifiquement dédiée pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, doit être *a minima* de 1 620 m³ dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'ensemble des volumes confinés doit être effectué dans des zones étanches et intègres (bassins...) et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction, démontrant qu'elles sont *a minima* en cumulé de 1 620 m³.

S'agissant spécifiquement du bâtiment 9 (fabrication d'électrolyte), l'exploitant dispose d'une capacité de confinement des eaux d'extinction qui lui est spécifique. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs l'attestant ainsi que les capacités nécessaires à cet effet.

De manière générale, les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et/ou à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Pour ce qui est du volume d'eaux d'extinction confinées au droit des voiries extérieures, des chaussées, des revêtements de sols, etc., l'exploitant définit une organisation visant à garantir une parfaite étanchéité du revêtement de sol. En outre, des contrôles périodiques de la conformité dudit revêtement sont effectués *a minima* tous les ans. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause son étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de sa réparation.

Pour ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction dans les réseaux de canalisations enterrées en tant que tels, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction.

Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 10 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et, le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.

ARTICLE 8 – PRESCRIPTIONS RELATIVES A CERTAINS STOCKAGES POUR LIMITER LES EFFETS A L'EXTÉRIEUR DU SITE

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions suivantes :

- dans le cas d'un phénomène dangereux de type BLEVE, le stockage d'argon est limité à 7 500 litres (remplissage maximale du réservoir aérien cylindrique contenant de l'argon) pour garantir le maintien au sein de l'emprise foncière des effets thermiques et de surpression du phénomène ;
- dans le cas d'une dispersion toxique et en cas de perte de confinement d'un récipient de chlorure de thionyle (cela concerne notamment les deux réacteurs de fabrication de l'électrolyte du bâtiment 9 qui ont une capacité de 180 litres) simultanément avec la défaillance des tours de lavage, la capacité maximale d'un récipient de chlorure de thionyle est limitée à 180 litres pour confiner les effets toxiques *in situ*.

Dans le cas où les capacités sus-citées ne seraient pas respectées, l'exploitant met à jour les modélisations des effets induits sur les scénarios accidentels concernés. Le cas échéant, il met en œuvre les mesures organisationnelles et techniques pour garantir que les nouveaux effets induits ne sortent pas des limites de propriété du site.

ARTICLE 9 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par la société Saft dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivantes : www.telerecours.fr
Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

ARTICLE 10 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Poitiers et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 11 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et la maire de Poitiers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Saft et dont une copie sera adressée à la maire de Poitiers ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Poitiers, le 24 avril 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Etienne BRUN-ROVET